Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 700

Artikel: Élections : il ne suffit pas de gommer la minorité pour l'effacer
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1025118

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉLECTIONS

Il ne suffit pas de gommer la minorité pour l'effacer

En une seule session, les Chambres fédérales auront donc (mal)traité une demi-douzaine d'initiatives populaires. Tandis que le Conseil national «exécutait» le service civil (par 104 à 50) et, indirectement, condamnait le marais de Rothenturm, le Conseil des Etats se «faisait» coup sur coup la protection efficace de la maternité, le prolongement des vacances et les deux initiatives «énergétiques». Si on y ajoute la compensation de la progression à froid, cela fait tout juste sept initiatives populaires liquidées en moins de temps qu'il n'en faut pour récolter des signatures.

Et cela fait pas mal de dégât du côté des fidèles servants de la démocratie semi-directe: au moins un demi-million de citoyens déçus, déduction largement faite des doubles et multiples signatures. En cette ère d'abstentionnisme galopant, les institutions ne peuvent se passer de ce dixième des citoyens actifs que représente la foule de quelque 140 000 signataires d'une intiative (sur 4 millions d'électeurs inscrits, 1,4 million environ se rendent aux urnes: or en moyenne, les initiatives populaires ont recueilli ces derniers temps près de 140 000 signatures).

Mais il n'y a pas que l'arithmétique et ses déductions sèches. Il y a aussi le sentiment, de plus en plus répandu, que les préoccupations des «gens», leurs soucis, leurs espoirs aussi, bref, la vie, s'arrêtent au seuil du Palais fédéral. De fait les résultats du travail parlementaire (cf. plus haut) ont de quoi donner une telle impression. Mais seulement quand ils sont appréciés globalement. Toute analyse, même rapide, permet de nuancer, et de faire au moins la distinction entre la droite, toujours plus dure et plus bloquée, et la gauche, socialistes en tête, qui s'épuise à vouloir ouvrir des perspectives, expérimenter des alternatives, investir pour l'avenir. Rothenturm et la compensation de la progression à froid mises à part[1], les initiatives précitées ont toutes été lancées ou du moins appuyées par les socialistes. Lesquels n'ont qu'un seul tort: de ne pas former la majorité aux Chambres fédérales.

Que le citoyens ne fassent pas tous la différence entre les députés, entre leurs positions et leurs interventions respectives, cela peut s'imaginer, d'autant que la presse ne rend pas toujours un compte détaillé de ce qui se passe à Berne (où se passent peu de choses, et le plus souvent ennuyeuses, comme chacun sait). Mais que les observateurs professionnels de la vie politique mettent tous les députés dans le même lot, indépendamment de la qualité de leur travail, cela ressemble fort au déni d'information. Quand M. Pilet, rédacteur en chef de «L'Hebdo», proclame à la télévision que les parlementaires ne font pas leur boulot, font traîner les dossiers, reculent devant les décisions[2], il généralise abusivement — et ne peut méconnaître ni le caractère rudimentaire, ni l'effet gravement démobilisateur du jugement ainsi porté.

En effet, pour fournir un alibi supplémentaire à ces trois citoyens sur cinq qui n'iront probablement pas aux urnes le 23 octobre prochain, rien de tel qu'une condamnation sommaire et généralisée des élus. Et pour encourager l'abstentionnisme de gauche, souvent considéré comme plus important que la non-participation des électeurs bourgeois, rien de tel que de laisser entendre que les députés de la minorité ne servent à rien.

Ceux qui se déclarent apolitiques sont en fait conservateurs, avait l'habitude de relever le professeur Jean Meynaud. Aujourd'hui, on pourrait le paraphraser pour en démystifier d'autres: ceux qui s'en vont répétant que tous les partis, tous les politiciens accomplissent mal leur mission pourraient tout aussi bien prétendre que les institutions démocratiques ont fait leur temps. Et souhaiter n'avoir plus à faire fonctionner ces tristes machines ni à élire ces mauvais parlementaires.

Y. J.

[1] Très intéressants, ces deux cas: le DMF impose son projet de place d'armes à Rothenturm sans égard pour l'initiative populaire qui vient d'être déposée à ce sujet; et le Département des Finances doit accepter une compensation étendue de la progression à froid, tellement étendue qu'elle va motiver le retrait de l'initiative populaire... et permettre l'économie d'un «message» et d'un nouveau débat parlementaire à son sujet. Selon que vous serez grand et majoritaire...

[2] A propos, qui sinon la droite a voulu repousser l'adhésion à l'ONU, la décision sur Kaiseraugst, la votation sur l'initiative fourragère, l'imposition des avoirs fiduciaires, la révision du régime d'assurance-maladie, l'examen de la loi sur la protection de l'environnement? (liste non exhaustive).

MÉMOIRES

Un cancoire à Zurich

Ernst (ou Ernest) Därendinger est paysan en Joulens, commune d'Echichens (VD). C'est un militant de la cause paysanne au sein de l'UPS. Ses mémoires, même si on les appelle roman, paraissent ces jours. A lire les «bonnes feuilles» qui ont été publiées dans «Tell» et dans le magazine du «Tages-Anzeiger», ce livre nous fera entre autres découvrir un homme de la terre en contact avec les puissants de ce pays, deux conseillers fédéraux, Brugger et Furgler, et la patron de la Migros, Pierre Arnold, rentré précipitamment d'Afrique en raison de l'action de l'UPS contre un élevage de porcs à Chesalles. Les Romands ne liront pas de sitôt le livre d'Ernest Därendingen, puisqu'il paraît en allemand à Zurich (Unionsverlag) sous le titre «Der Engerling» (le ver blanc). Ce ver, à qui l'on reproche d'attaquer les racines, mais qui contribue à aérer la terre, avant de devenir «cancoire», deviendra-t-il un symbole de la lutte paysanne?